
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 57

Bill No. 57

Loi sur les réserves écologiques

An Act respecting ecological reserves

Première lecture

First reading

MR DRUMMOND

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n^o 57

Loi sur les réserves écologiques

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « réserve écologique »: tout territoire réservé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 2;

b) « conseil consultatif »: le conseil consultatif des réserves écologiques constitué en vertu de l'article 10;

c) « ministre »: le ministre des terres et forêts.

SECTION II

CRÉATION ET ADMINISTRATION DE RÉSERVES ÉCOLOGIQUES

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, constituer en réserve écologique tout territoire composé de terres publiques s'il est d'avis que cette mesure est nécessaire pour:

a) conserver ce territoire à l'état naturel;

b) réserver ce territoire à la recherche scientifique et, s'il y a lieu, à l'éducation; ou

Bill No. 57

An Act respecting ecological reserves

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context requires a different meaning,

(a) "ecological reserve" means any territory reserved by the Lieutenant-Governor in Council in virtue of section 2;

(b) "advisory board" means the advisory board on ecological reserves established in virtue of section 10;

(c) "Minister" means the Minister of Lands and Forests.

DIVISION II

CREATION AND ADMINISTRATION OF ECOLOGICAL RESERVES

2. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, establish as an ecological reserve any territory composed of public lands if he considers that measure necessary:

(a) to preserve such territory in its natural state;

(b) to reserve such territory for scientific research and, if need be, for education; or,

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet permet au gouvernement de constituer des réserves écologiques sur les terres publiques afin de les conserver à l'état naturel, de les réserver à la recherche scientifique ou, s'il y a lieu, à l'éducation, ou encore de sauvegarder les espèces animales et végétales menacées de disparition ou d'extinction.

Le gouvernement peut aussi autoriser le ministre des terres et forêts à acquérir des terrains privés à ces fins.

Dans une réserve écologique, la chasse et la pêche, l'exploitation forestière, les fouilles ou les sondages, la prospection, les travaux de terrassement et de construction ainsi que, généralement, les travaux de nature à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation et les actes de nature à perturber la faune ou la flore sont interdits.

De plus, nul ne peut introduire d'espèces animales ou végétales dans les réserves écologiques.

Le ministre des terres et forêts pourra toutefois, dans certains cas, déroger aux règles précédentes pour faciliter l'étude scientifique de l'évolution du milieu.

Il sera interdit de pénétrer ou de circuler dans une réserve écologique sans une autorisation écrite du ministre des terres et forêts, autorisation qui sera donnée seulement pour fins de recherches scientifiques ou, dans certains cas, pour fins d'éducation.

EXPLANATORY NOTES

This bill empowers the government to establish ecological reserves on public lands to preserve them in their natural state, reserve them for scientific research or, where suitable, for education, or, again, to safeguard animal and plant species threatened with disappearance or extinction.

The government may also authorize the Minister of Lands and Forests to acquire private lands for such purposes.

Hunting and fishing, forest operations, exploration and boring, prospecting, levelling and construction work and, in general, works of a nature to change the aspect of the terrain or of the vegetation and acts of a nature to disturb the fauna and flora are forbidden in ecological reserves.

Furthermore, no one may introduce animal or plant species into an ecological reserve.

The Minister of Lands and Forests will have the power in some cases, however, to make exceptions to the rules mentioned, in order to facilitate the scientific study of the evolution of the milieu.

It is forbidden to enter or circulate in an ecological reserve without written authorization from the Minister of Lands and Forests, which will be given only for purposes of scientific research, or, in certain cases, for educational purposes.

c) sauvegarder les espèces animales et végétales menacées de disparition ou d'extinction.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

3. S'il juge qu'un terrain privé est nécessaire pour la constitution d'une réserve écologique, son agrandissement ou son maintien, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre à l'acquérir de gré à gré, par échange ou par expropriation.

Le terrain ainsi acquis peut alors être constitué en réserve écologique conformément à l'article 2.

Les articles 3 à 18 de la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (1951/1952, chapitre 38) s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la fixation de l'indemnité payable à la suite de l'expropriation d'un terrain en vertu du premier alinéa.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre à acquérir des droits réels ou personnels sur des terrains privés afin de faciliter l'utilisation d'une réserve écologique.

5. Une réserve écologique peut être abolie par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut aussi en modifier les limites, si le ministre a préalablement :

a) demandé l'avis du conseil consultatif;

b) donné avis dans la *Gazette officielle du Québec* de l'intention d'abolir la réserve écologique ou d'en modifier les limites; et

c) accordé un délai de trente jours à compter de la publication de cet avis pour permettre aux intéressés de lui transmettre leur opposition écrite.

6. Dans une réserve écologique, la chasse et la pêche, l'exploitation forestière, agricole ou minière, les fouilles ou les sondages, la prospection, les travaux de terrassement et de construction ainsi que, généralement, les travaux de nature à mo-

(c) to safeguard animal and plant species threatened with disappearance or extinction.

Every regulation made in virtue of this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

3. If he considers that private land is necessary for the establishment, enlargement or maintenance of an ecological reserve, the Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, authorize the Minister to acquire it by agreement, exchange or expropriation.

The land so acquired may then be established as an ecological reserve in accordance with section 2.

Sections 3 to 18 of the Act respecting the acquisition of certain forest lands (1951/1952, chapter 38) apply, *mutatis mutandis*, to the fixing of the indemnity payable as the result of the expropriation of land in virtue of the first paragraph.

4. The Lieutenant-Governor in Council may also, on the conditions he determines, authorize the Minister to acquire real or personal rights on private land to facilitate the utilization of an ecological reserve.

5. An ecological reserve may be abolished by the Lieutenant-Governor in Council, who may change the boundaries of it, if the Minister has, as a preliminary:

(a) requested the advice of the advisory board;

(b) given notice in the *Québec Official Gazette* that it is intended to abolish the ecological reserve or to change the boundaries of it; and

(c) granted a delay of thirty days from the publication of such notice to allow the persons concerned to send him their objections in writing.

6. In an ecological reserve, hunting and fishing, forest, agricultural or mining operations, exploration or boring, prospecting, levelling and construction work, and, in general, works of a nature to change the aspect of the terrain or of the

difier l'aspect du terrain ou de la végétation et les actes de nature à perturber la faune ou la flore sont interdits.

De plus, nul ne peut introduire d'espèce animale ou végétale dans une réserve écologique.

Le ministre peut toutefois, aux conditions déterminées par règlement, permettre l'un ou l'autre des actes ou travaux visés aux alinéas précédents pour faciliter l'étude scientifique de l'évolution du milieu.

7. Il est interdit de pénétrer ou de circuler dans une réserve écologique sans une autorisation écrite du ministre. Celui-ci accorde cette autorisation seulement pour fin de recherche scientifique.

Toutefois, dans tout secteur d'une réserve écologique déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut accorder l'autorisation visée à l'alinéa précédent non seulement pour fin de recherche scientifique mais, en plus, pour fin d'éducation.

8. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, aucun pouvoir d'expropriation ne peut être exercé sur un terrain situé dans une réserve écologique sans l'autorisation expresse du lieutenant-gouverneur en conseil.

Le présent article s'applique au gouvernement du Québec et à ses mandataires.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) déterminer les conditions visées dans le troisième alinéa de l'article 6;
- b) établir des normes concernant la mise en valeur, la protection, l'utilisation et la gestion des réserves écologiques.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

SECTION III

CONSEIL CONSULTATIF

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil constitue, pour aviser le ministre sur l'application de la présente loi, un conseil

vegetation and acts of a nature to disturb the fauna or the flora are forbidden.

Furthermore, no one may introduce an animal or plant species into an ecological reserve.

The Minister may, however, on the conditions determined by regulation, allow one or another of the acts or works contemplated in the preceding paragraphs, to facilitate the scientific study of the evolution of the milieu.

7. It is forbidden to enter or to circulate in an ecological reserve without a written authorization from the Minister. He shall grant such authorization solely for purposes of scientific research.

However, in any sector of an ecological reserve determined by the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may grant the authorization contemplated in the preceding paragraph not only for the purposes of scientific research but, in addition, for educational purposes.

8. Notwithstanding any general law or special act, no power of expropriation may be exercised over land situated in an ecological reserve without the express authorization of the Lieutenant-Governor in Council.

This section applies to the government of Québec and to its mandataries.

9. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation:

- (a) determine the conditions contemplated in the third paragraph of section 6;
- (b) establish standards respecting the development, protection, utilization and management of ecological reserves.

Every regulation made in virtue of this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

DIVISION III

ADVISORY BOARD

10. The Lieutenant-Governor in Council shall establish an advisory board on ecological reserves, to advise the Min-

consultatif des réserves écologiques composé d'au plus quinze personnes, dont au moins six sont choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou de ses organismes, nommés pour une période n'excédant pas cinq ans.

[[**11.** Les membres du conseil consultatif ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et, s'il y a lieu, recevoir une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

SECTION IV

PÉNALITÉS ET DISPOSITIONS FINALES

12. Quiconque contrevient à la présente loi commet une infraction et est passible, en plus du paiement des frais, d'une amende de \$25 à \$300 dans le cas d'une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende de \$300 à \$1,000.

13. Tout agent de la paix peut, sans mandat, arrêter toute personne qu'il trouve en train de commettre une infraction visée à l'article 12; il doit faire comparaître toute personne qu'il a ainsi arrêtée devant un juge de paix dans les vingt-quatre heures de son arrestation.

14. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

15. Le ministre des terres et forêts est chargé de l'application de la présente loi.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ister on the application of this act, composed of not more than fifteen persons of whom at least six shall be chosen from among the functionaries of the government or the government bodies, appointed for a period not exceeding five years.

[[**11.** The members of the advisory board shall receive no remuneration in such capacity; they may be indemnified for the costs they incur to attend meetings, and, if need be, may receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

DIVISION IV

PENALTIES AND FINAL PROVISIONS

12. Whoever contravenes this act is guilty of an offence and liable, in addition to payment of the costs, to a fine of \$25 to \$300 in the case of a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of \$300 to \$1,000.

13. Any peace officer may, without a warrant, arrest any person he finds in the act of committing an offence contemplated in section 12; he must have every person he has so arrested appear before a justice of the peace within twenty-four hours of his arrest.

14. Proceedings under this act are instituted in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) by the Attorney-General or any person he authorizes generally or specially in writing for that purpose.

Part II of the Summary Convictions Act applies to such proceedings.

15. The Minister of Lands and Forests is entrusted with the application of this act.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.